

Le Monde

CHANGER DE JUSTICE

La justice est l'un des domaines où l'on attend le plus du nouveau pouvoir. Jean-Denis Bredin définit ce que celui-ci devrait faire à ce propos : assurer l'indépendance des juges, rendre la justice pénale à ses missions, restaurer l'état de droit. Casamayor appelle nos gouvernements à regarder au-delà des frontières de l'Hexagone, et Dominique Charvet invite certains magistrats qui ont eu le bon sens de ne pas céder, entre autres, le projet « sécurité et liberté », à choisir l'honneur en se retirant. Quant à Louis Pettiti, il plaide pour la recherche d'une alternative au système carcéral.

La fin des conquérants

par CASAMAYOR

P our mieux adapter l'institution judiciaire aux nécessités du monde moderne, il faut des modifications profondes, mais le système actuel n'est pas à l'abri de la réforme. Le but de la réforme n'est pas de créer une justice nouvelle, mais de rendre la justice pénale à ses missions, restaurer l'état de droit. Casamayor appelle nos gouvernements à regarder au-delà des frontières de l'Hexagone, et Dominique Charvet invite certains magistrats qui ont eu le bon sens de ne pas céder, entre autres, le projet « sécurité et liberté », à choisir l'honneur en se retirant. Quant à Louis Pettiti, il plaide pour la recherche d'une alternative au système carcéral.

Il n'est pas de justice pénale qui ne soit, en quelque sorte, une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile.

Il n'est pas de justice pénale qui ne soit, en quelque sorte, une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile.

Une pédagogie de la liberté

(Suite de la première page.)

L'histoire de la justice est celle d'une longue aspiration, et depuis longtemps, à une justice qui ne soit pas une justice de la peur, mais une justice de la liberté. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile.

Il n'est pas de justice pénale qui ne soit, en quelque sorte, une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile.

L'exemple de l'étranger

Nous avons, aujourd'hui, au moins deux domaines où les choses sont à l'ordre du jour. Le premier, c'est la justice pénale. Le second, c'est la justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile.

Il n'est pas de justice pénale qui ne soit, en quelque sorte, une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile.

L'histoire de la justice est celle d'une longue aspiration, et depuis longtemps, à une justice qui ne soit pas une justice de la peur, mais une justice de la liberté. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile.

Il n'est pas de justice pénale qui ne soit, en quelque sorte, une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile.

L'alternative

par LOUIS PETTITI (*)

L e débat instauré en France sur la politique pénale est, à l'heure actuelle, le plus important débat de la vie politique. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile.

Il n'est pas de justice pénale qui ne soit, en quelque sorte, une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile.

Nous avons, aujourd'hui, au moins deux domaines où les choses sont à l'ordre du jour. Le premier, c'est la justice pénale. Le second, c'est la justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile.

Il n'est pas de justice pénale qui ne soit, en quelque sorte, une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile.

L'histoire de la justice est celle d'une longue aspiration, et depuis longtemps, à une justice qui ne soit pas une justice de la peur, mais une justice de la liberté. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile.

Il n'est pas de justice pénale qui ne soit, en quelque sorte, une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile.

Et l'honneur ?

par DOMINIQUE CHARVET (*)

Il n'est pas de justice pénale qui ne soit, en quelque sorte, une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile.

Il n'est pas de justice pénale qui ne soit, en quelque sorte, une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile.

L'histoire de la justice est celle d'une longue aspiration, et depuis longtemps, à une justice qui ne soit pas une justice de la peur, mais une justice de la liberté. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile.

Il n'est pas de justice pénale qui ne soit, en quelque sorte, une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile.

berdy
le prêt-à-porter des grands
(1 m 85 à 2 m 15)
... et des costauds



A PARIS : 85 rue de la Harpe - 75005 Paris - Tél. 01 47 33 12 34
79 rue de la Harpe - 75005 Paris - Tél. 01 47 33 12 34

Le Monde

Service des Abonnements
100 rue de la Harpe - 75005 Paris
Tél. 01 47 33 12 34

Il n'est pas de justice pénale qui ne soit, en quelque sorte, une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile. C'est pourquoi, pour que la justice pénale soit véritablement une justice, elle doit être une justice civile.

هكذا من الأهل

100

1

100

100

1

100

Pour en finir avec l'échec scolaire

Est-il un domaine où la mise au point du changement paraît plus évidente ? A première vue, on devrait être facile : scolarité d'élèves républicains, laïcs et apolitiques, le milieu de l'école et de la gauche est unanime. Dans l'opposition, la défense de cette institution, de ses moyens matériels et de ses personnels enseignants, aboutit plus ou moins vite, devenue emblématique du combat de la gauche.

L'affirmation n'est donc pas controversée : c'est sans grande effort que l'échec scolaire semble acquiescé à la gauche, et c'est justement que celui-ci identifie à celle-ci.

Mais les apparences sont trompeuses. Car ce n'est pas si simple. Il ne suffit pas de prolonger, en la

réactualisant, l'œuvre d'il y a cent ans, ni de simplement aider et renforcer cette école-là. Pour des raisons objectives d'abord : l'institution scolaire ne peut plus prétendre au même rôle social qu'à ce début du siècle, celui sur lequel elle a bâti sa suprématie. La décentralisation, le gonflement des banlieues, la concurrence des médias — de 1960 à 1975, le nombre des télévisions par ménage est passé de 10 à 20 % — ont ébranlé l'édifice. L'absence d'élites, celle d'un accompagnement sans vraiment les matières. Mais d'autre rattachement aussi, qui relèvent du jugement porté sur l'état de santé de cette école. Autant le dire tout net : cette institution que, par ailleurs, la gauche a tant défendue, a été jugée, dans son ensemble, à tort, dans son fonctionnement, avec les idées de cette même gauche.

C'est la question qui détermine toutes les autres : sélection, répartition, exclusion, l'école pour tous n'a jamais été l'école de tous. Faut-il le rappeler : le tri scolaire, que les notes, les examens et le jugement professoral légitiment, ne se démarque guère, en fin de compte, des hiérarchies sociales. L'échec scolaire est, selon la formule de chercheurs de l'Institut national de la recherche pédagogique, un véritable « échec national » (1). Et son remède est socio-culturel. Le rapport du groupe de travail « Emploi et formation du VII^e Plan (1971-1985) reconnaît que « l'école semble reproduire les groupes sociaux ».

A ce mal, la gauche apporte traditionnellement trois réponses. L'une est institutionnelle : depuis les Compagnons de l'Université nouvelle, dans les années du premier ministre, leur a donné une nouvelle dimension, l'école de base, le collège commun, l'école progressive, selon les organisations — est une notion de référence. Or le bilan de la réforme du collège unique — le « collège Haby » de 1977 — prouve que le rassemblement hiérarchique des enfants, s'il s'est accompagné d'une pratique pédagogique nouvelle, peut faire plus de mal que de bien, produire des effets pervers, voire même, en réduisant le rôle des enseignants, en réduisant le rôle des enseignants, en réduisant le rôle des enseignants.

La seconde est financière : « Des moyens pour l'école » est un vieux slogan. Le ministre de l'éducation nationale, M. Alain Savary, a décidé de commencer par là, en réhabilitant pas à pas les risques : la formation et la qualification des quelques onze mille six cents personnels, enseignants pour le plupart, recrutés pour la rentrée de septembre 1981, reste encore chargée d'incertitudes. De toute évidence, cette démarche quantitative est insuffisante : l'échec scolaire ne s'explique pas d'une simple absence de moyens matériels.

La troisième réponse est donc pédagogique : depuis le plan Langevin-Wallon (1947), qui proposait la mise en place de « sections de rattrapage », des stratégies

de compensation ou de « soutien » sont proposées par la gauche. Le parti socialiste, sous l'influence de M. Bertrand Schwartz, aujourd'hui chargé de mission sur le premier ministre, leur a donné une nouvelle dimension : l'idée d'une « école intégrative », qui donnerait plus à ceux qui ont moins, et surtout, la démarche est globale. Elle n'est pas une critique par nombre de chercheurs, de pédagogues ou d'associations ouvrières (2) qui n'y voient qu'une mesure de compensation, de « handicap socio-culturel », qu'il s'agit ainsi de compenser, sans prendre en compte la hiérarchisation des univers et des pratiques culturelles selon les milieux sociaux.

L'échec scolaire n'est pas une question anecdotique. Guérir le mal suppose un diagnostic sévère : ce sont les normes pédagogiques elles-mêmes. Bref, l'audace est ici nécessaire : vouloir en finir avec l'échec scolaire, c'est vouloir en finir avec l'école elle-même, et à sa tête de tous les jours entre les quatre murs qui font la salle de classe.

EDWY PLENEL.

(1) L'échec scolaire n'est pas une fatalité. Centre de recherche de l'éducation spécialisée et de l'adaptation scolaire (CREDESAS), S.E.P., 1981.

(2) Cf. les travaux de C. Cussac, la Fédération du mouvement Freinet et les analyses de la Confédération syndicale des familles (C.S.F.).

UNE CONTRIBUTION DE PÉDIATRES

Des enfants normaux aux écoliers anormaux

Chaque pédiatre vit quotidiennement dans l'exercice de son métier l'infirmité des problèmes scolaires : chaque consultation lui amène des écoliers, des collégiens, des lycéens en difficulté pour lesquels on lui demande un avis, une aide, un conseil, voire une solution ou un traitement. Mais alors que la scolarité devient une « dimension nouvelle de la pédiatrie », les spécialistes ne sont dans l'ensemble guère préparés à cette nouvelle responsabilité. C'est à partir de cette constatation que M. Guy Ver-

meil (médecin-chef de service de pédiatrie au centre hospitalier d'Orsay) et Jacques Levine (docteur en psychologie) ont présenté un rapport sur les « difficultés scolaires » au sein de l'Association des pédiatres de langue française, réuni du 30 juin au 2 juillet à Toulouse, et qui a consacré une journée à ce thème. « La fréquence et la gravité des inadaptations scolaires ont fait un problème médico-social de première importance, aussi menaçant pour la collectivité que le chômage et l'inflation ».

LORS même que l'école, à pris une place « démesurée » dans la vie sociale, on s'aperçoit que sa « normalité » est discutable. Statistiques officielles à l'appui, M. Levine et Vermeil constatent que le système scolaire français « ne profite réellement qu'à 20 % des élèves (1) ». Les 70 % d'élèves restants se répartissent en deux moitiés, une moitié de « malades », de « perturbés », de « déviants », qui ne tirent en définitive que peu de profit des dix ans qu'ils passent à l'école et en collège. Pour l'autre moitié, c'est-à-dire pour un bon tiers de la population scolaire, c'est l'échec total. Sur ces élèves, l'obligation scolaire jusqu'à seize ans, au moins dans les conditions actuelles, est jugée comme « contre-productive » : « Elle donne à l'institution scolaire le temps d'effectuer un travail de destruction complète

de l'individu, aboutissant à une perte définitive de l'estime de soi et de l'esprit d'entreprise... ». Ce constat, global, apparaît dans chaque classe — et cela dès la maternelle — où, sur une trentaine d'élèves, on compte généralement : « Quatre ou cinq enfants « larges », totalement en marge de la classe, étonnants pour les maîtres ; dix ou douze « maladroits », notes comme « pourrait mieux faire », de qui signifie en réalité que c'est le maître qui ne sait pas comment les aider ; quatre ou cinq hyperactifs, dont certains sont des très bons élèves chercheurs dans les succès scolaires ; et contre leurs parents : il reste huit à dix enfants qui sont à l'école, sans pour cela être toujours en tête de classe. Alors que les premiers « tomberont » devant les épreuves, c'est parmi les der-

niers cités que l'on recroise les cadres de la nation, et notamment des enseignants qui, compte tenu de leurs activités, restent « imperméables aux critiques qu'on peut faire au système éducatif ».

Les causes de cette situation sont, selon les rapporteurs, à rechercher dans trois directions : l'école, les parents, l'enfant lui-même. Tout en sachant que les causes sont toujours multiples et imbriquées.

A l'école. Le rapporteur définit fondamentalement : le « mythe de la classe homogène » ; « l'hypernormalisation du langage écrit » ; l'absence d'une « pédagogie de l'échange et de l'interaction » (le problème est de permettre l'enfant à ce qu'il se fasse l'homme là où il se sent aller) ; un recrutement et une formation des enseignants fondés sur « des concepts archaïques » (notamment la « crise excessive des connaissances » ; une méconnaissance des notions les plus fondamentales sur le développement physique et mental des enfants normaux de même âge que ceux qui sont « normaux » ; c'est justement que les vitesses de développement sont inégales dans l'âge qu'il y ait pas un âge fixe pour chaque apprentissage. Ainsi, par exemple, l'âge de la lecture ne se situe-t-il pas, selon les auteurs, à six ans, mais « entre cinq et huit ans » ; l'écriture « normale » enfin des rythmes de vie (l'école travaille trop dans la journée alors qu'il ne doit ni ne peut pas, ce décalage n'étant nullement compensé par l'allongement des week-ends ou des vacances).

Cet aspect est à la charnière des responsabilités partagées par l'école et la famille. Ce sont les mentalités des éducateurs comme enseignants, qui contribuent à rendre l'école « pathogène », transformant des « enfants normaux » en « écoliers anormaux ». Trop de parents ont tendance à renforcer les défauts du système scolaire (désir d'apprentissages trop précoces, de réussite selon des critères d'âge, de 1950 et non de l'an 2000).

CATHERINE ARDITTE.

(Lire la suite page 12.)

UN POINT DE VUE DE CHERCHEURS

Lorsque l'école éteint tout appétit de savoir...

Les chercheurs du Centre de recherche de l'éducation spécialisée et de l'adaptation scolaire (CREDESAS) travaillent depuis 1980, au sein de l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.), sur le thème de l'échec scolaire.

UN enfant sur deux, on le sait, connaît au moins un échec avant la fin de la scolarité élémentaire. Les enfants appartenant aux classes populaires (sous-prolétaires des villes et des campagnes, ouvriers de l'industrie et de l'agriculture, personnels de service, petits employés, petits commerçants) sont les plus nombreux touchés.

Comment expliquer cet échec scolaire massif et socialement sélectif ? Pourquoi certains réussissent-ils et d'autres échouent ? Où se situent les causes et les responsabilités ?

Diverses réponses à ces questions existent aujourd'hui dans l'opinion. La plupart s'attachent le mal dans les défauts, les manques ou les carences de l'enfant, de celui ou de ceux qui l'ont croisé à l'école : manque de moyens intellectuels, « retard » du langage, troubles du comportement, « instabilité ». La liste est longue de ces caractéristiques négatives qui pénalisent les individus devenus des élèves ou des jeunes des divers professions de l'éducation des enfants.

Ces caractéristiques se fondent sur la conduite des enfants dans des situations sociales bien particulières : situations sociales traditionnelles, tests ou examens psychologiques. Mais ces conduites ne sont pas analysées par référence aux conditions d'existence ou aux observés. Elles sont d'abord analysées en termes de caractéristiques permanentes, inhérentes aux individus, dans le patrimoine génétique de l'individu, soit dans son milieu familial et socio-culturel.

Est-il légitime de procéder à un tel raisonnement ? A-t-on le droit de conclure, par exemple, que tel enfant qui se tait en classe ou qui répond de façon fragmentaire aux questions du professeur souffre de graves lacunes dans ses connaissances linguistiques ? Ne faut-il pas auparavant analyser les situations dans lesquelles se trouvent de telles conduites ? Définir les rapports qui se nouent entre l'enfant et le milieu dans lequel on le place ? Vérifier si, dans d'autres conditions, on l'observerait pas d'autres conduites ? Que, si l'on admet que chaque individu possède certains traits de caractère, il est vrai également, chacun peut le vérifier sur lui-même, que d'une situation à l'autre les

Il est notamment analysé les processus psychiques de sélection sélective et les formes de lutte contre ce phénomène.

L'article que nous publions ci-dessous est le résultat de leur travail collectif.

en est tout opposé de savoir et même quelconque espoir d'insertion sociale.

Une telle vision des processus par lesquels se fait la sélection précoce à l'école éteint du même coup les questions qui se posent pour modifier cette situation. Comment transformer, en particulier au sein de l'école, les rapports entre les personnes et les groupes sociaux pour que d'autres relations à la connaissance puissent s'établir ? Quelles conditions mettre en place pour promouvoir ensemble, compte tenu de leurs différences, tous les enfants qui se trouvent à l'école ?

Une telle entreprise, qui passe au minimum par la constitution d'équipes éducatives, l'ouverture de l'école au milieu, la modification des formes et des contenus d'enseignement et l'accompagnement des formes de progression dans les apprentissages, ne se passe sans difficulté. Les enseignants qui, tout en long des années d'enseignement, se sont engagés dans cette voie la savent bien, eux dont les tentatives, faites d'un consensus social insuffisant, sont le plus souvent restées isolées et parcellaires. Pour notre part, c'est également dans ce sens que nous travaillons.

Des rapports de domination

Nous pensons que les modes de fonctionnement habituels de l'école y sont pour beaucoup. Les formes et les contenus des situations de compétition inter-individuelle dans lesquelles les élèves sont placés favorisent certains d'entre eux, préparés à cette compétition par leur milieu familial et socialement tenu en compte de son déroulement. De même, ce qui pénalise fortement les autres, sous une apparence de calme et de neutralité bienveillante, ce sont en fait de violents rapports de domination qui se trouvent entre maîtres et élèves, entre enseignants et supérieurs hiérarchiques, entre élèves forts et élèves faibles, entre parents et enseignants, etc.

Beaucoup d'enfants, dans ce cadre compétitif et fortement hiérarchisé où les valeurs et les expériences de vie propres à leur milieu ne trouvent guère droit de cité, se trouvent conduits à des sentiments d'auto-dévalorisation (1) et de perte de confiance en soi qui éteignent progressivement

(1) Nous avons emprunté ce terme aux travaux de Liliane Lurçat.

Carrières informatiques

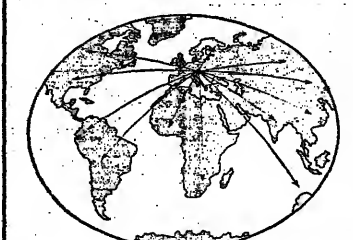
La société ABL formera cette année une centaine d'Analystes-programmeurs.

Les spécialisations micro et électricité sont prévues.

Les candidats justifiant d'un niveau BAC mini doivent adresser leur CV à :

91, Fg St Honoré 75008 PARIS

L'Europe est au cœur du monde de demain, elle a besoin de techniciens du commerce international.



en deux ans, préparez les diplômes d'État :

BTS
de commerce international

BTS
d'action commerciale

formation supérieure de cadre européen par alternance de l'enseignement fondamental avec la pratique des affaires.

■ stages en entreprise la première année,
■ pratique intensive des langues,
■ présentation aux examens des chambres de commerce internationales,
■ stages en Europe et deuxième année, avec mémoire de fin d'études européen bilingue et séminaires spécialisés selon option dans nos centres associés :
Bruxelles / Lausanne / Londres / Madrid / Stuttgart et American College - Paris.

Niveau bac ou classes terminales. Service logement pour étudiants de province.

Demande : une documentation gratuite.

IAC Institut européen de formation aux Affaires et à la Conduite des entreprises
Rebroussement près d'enseignants supérieurs du Groupe L.P.S.A.
71, Faubourg St-Honoré 75008 Paris tél. 266.66.82

Nom : _____
Prénoms : _____
Adresse : _____
Niveau d'études : _____
Date : _____ Signature : _____

Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et commerciales
Baccalauréat (séries A, B, C, D)
Baccalauréats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat.
Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.

ecole émanina lausanne
3, ch. de Préville, Tél. 19-41/21/2015 01, Tél. 400

Ecole d'Administration et Direction des affaires

L'E.A.D. propose un enseignement portant sur tous les problèmes d'administration et direction des entreprises.
Cinq options professionnelles en troisième année :
• Finances
• Gestion du Personnel
• Marketing
• Publicité et Relations publiques
• Commerce international

EAAD
15, r. Soufflot, 75240 Paris - Cedex 05 - 329.97.60
Enseignement supérieur privé
anciennement Ecole des Attachés de Directions
Demandez notre documentation

Nom : _____
Prénoms : _____
Adresse : _____
Niveau d'études : _____

مكتبة جامعة القاهرة

Pour en finir avec l'échec scolaire

INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES

(Établissement privé d'enseignement supérieur)
1, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

Fondé en 1941, l'Institut donne une formation de caractère juridique et économique aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se perfectionner.

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Le diplôme est admis en dispense de la deuxième partie de l'examen de 4^e année de droit, inscrit au décret du 16 février 1967 et donne accès aux études préparatoires du 3^e cycle.

L'Institut organise également, durant l'année universitaire, un cycle d'études supérieures de l'économie et du commerce international.

CYCLE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE L'ÉCONOMIE ET DU COMMERCE INTERNATIONAL

Admission aux étudiants titulaires d'un diplôme du niveau égal ou supérieur à la licence. Les personnes déjà inscrites dans la vie professionnelle et justifiant d'une formation équivalente peuvent être admises à ce cycle. L'enseignement est assuré par des professeurs universitaires et des praticiens du commerce international.

Secrétariat ouvert tous les jours (sauf le samedi) de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. Tél. : 556-61-48.

Institut Florimont

37, av. du Petit-Lancy - CE-123 GENÈVE - Tél. 1941/22-92-08-11

Pensionnat Marie-Thérèse

24, av. Eugène-Lance - CE-123 GENÈVE - Tél. 1941/22-94-38-39

Classes primaires et secondaires
Jury d'examens

BACCALAURÉAT FRANÇAIS A, B, C, D

MATURITÉ SUISSE A, B, C, D

Internat - Demi-Pension - Externat

ipesup médecine pharmacie

1ère classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC

Institut privé de Préparation aux Études Supérieures

16 rue du Cloître Notre Dame 75004 Paris - 325.63.30

HEC - ESSEC... SCIENCES-PO... MÉDECINE... PHARMACIE...

Stages de préparation en septembre

Encadrement annuel par matière

DANS SON NUMÉRO DE JUILLET-AOÛT

Le Monde DE L'ÉDUCATION

LE PALMARES DES UNIVERSITÉS ET GRANDES ÉCOLES 1981

SONDES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

DES SAVOIRS

Libres d'enfants pour l'été
Saint-Cyr cherche sa voie

DES RÉPONSES AUX QUESTIONS

QUE VOUS VOUS POSEZ

Le Monde de L'ÉDUCATION La publication de référence

VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER
VOUS NE PAIEREZ QUE 90 F, 1 AN FRANCE
POUR ONZE NUMÉROS AU LIEU DE 99 F

Le Monde de L'ÉDUCATION BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI, je m'abonne au Monde de l'Éducation et vous joins la somme de 90 F (étranger 128 F).

NOM.....

PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CODE POSTAL..... VILLE.....

Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Promotion Abonnements, 5, rue des Talloires, 75427 PARIS Cedex

« Une pédagogie efficace se nourrit de lenteur »

nous déclare Jeanne Vincent

Mme Jeanne Vincent, secrétaire nationale du Syndicat national des instituteurs et professeure de collège (SNIP-S.N.C.), nous a précisé, dans un entretien, quelques-uns des moyens proposés par son syndicat pour lutter contre l'échec scolaire.

« L'échec scolaire, c'est ne réussissant que de cas isolés, ce serait déjà insupportable. Mais, en plus, c'est un phénomène qui se répète ».

— Encore faut-il l'entendre sur les mots. Ce qui échoue recouvre une ambiguïté. Pour les tenants de la droite, pour les conservateurs, parler d'échec scolaire, c'est prétendre à remettre en cause les tentatives faites pour démocratiser l'enseignement. C'est dévaloriser la volonté d'en revenir à un enseignement sélectif, puis-que, à les écouter, les démarches qui consistent à aider les enfants en difficulté relèveraient du rythme de « l'élite ».

« Si nous nous considérons que l'école ne remplit pas aujourd'hui sa mission, c'est pour des raisons opposées. D'abord, il faut nuancer. Il n'est pas vrai que, ainsi qu'on l'entend dire parfois, « les enfants ne savent plus rien ». Les travaux de l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.) montrent qu'à vingt ans d'intervalle les performances obtenues en mathématiques par les élèves de notre moyen n'ont pas baissé. De même pour l'orthographe ».

« En revanche, on peut constater qu'un nombre non négligeable d'élèves, en rupture d'école ou de collège, qu'ils sont en état d'apprentissage à l'entrée quand ils le deviennent pas ».

Conséquences : la fuite tout au long de la scolarité oblige, la sortie de 16 des enfants du système scolaire sans diplôme, voués au chômage ou aux tâches sans intérêt. Ces enfants sont issus en majorité des milieux défavorisés. Et ce qui aggrave encore le phénomène c'est que, leur

formation initiale étant insuffisante, elle ne pourra servir d'appui à la formation continue, plus tard.

« Après ce constat, est-il possible de continuer à faire fonctionner l'école comme si tout marchait bien ? »

— Vouloir non pas hausser les barrières à franchir pour renforcer l'édifice du système, mais, plutôt, les éliminer, ces barrières, afin que chaque enfant puisse faire un parcours à son rythme propre, cela exige quelques conditions.

« Quand on analyse la situation, force est bien d'admettre que le statut du maître a changé. Autrefois, on attendait tout de lui : connaissances, promotion. La société lui conférait autorité et prestige, la famille soutenait son action. Aujourd'hui le décalage est grand entre ce que propose l'école (décalage en plusieurs disciplines, monde encore cloqué) et la culture qui parvient aux élèves hors de l'école, par les voyages, et qui semble plus vivante. Décalage d'autant plus grand qu'ils sont d'origine modeste et ne bénéficient pas d'un environnement culturel tel qu'on l'entend au sein scolaire du bourgeoisie ».

« L'école doit donc évoluer. Pour répondre aux besoins des enfants dans leur diversité, pour ne pas se satisfaire de valoriser la culture dominante, elle doit modifier l'élève en élargissant son savoir, non d'absorber, mais de développer l'intelligence en créativité, en intérêt, à partir de ses propres interrogations ».

« Dans son effort pour s'ouvrir au monde, la pédagogie

apparaît nécessairement globale. Au cours d'une visite d'entreprise, dans les classes de nature, l'élève fait-il de la géographie ou du calcul ? De l'histoire ou du dessin ? Il fait tout cela, d'ailleurs. L'apprentissage par discipline viendra ensuite. C'est pour cela que le S.N.I.P.-S.N.C. estime si importante la continuité entre l'école et le collège ».

— C'est votre projet d'école fondamentale, l'école idéale, en somme ? On voit mal cependant comment gouverner une discontinuité aussi forte à l'entrée de l'école ».

— Je ne sais pas, mais il est évident que la formation harmonisée des maîtres, de la maternelle au collège, permettrait entre autres de mieux relativiser la notion de retard. Tant qu'on n'aura pas compris qu'une pédagogie efficace se nourrit de lenteur, que la notion de développement se pose selon une équation personnelle, on passera à côté : l'école doit reconnaître la diversité des enfants et s'adapter aux rythmes d'acquisition différents. Cela pose le problème de l'apprentissage au travail de groupe, dans la classe et dans l'établissement scolaire, de l'aide individualisée, du soutien. Son-

am, par exemple, qu'un enfant aille des maternelles en maths. Il arrive qu'ajouter encore des séquences de maths ne serve à rien. En l'encourageant à s'exprimer, à sortir de son isolement on a constaté par contre qu'il se débrouille en maths !. Ainsi les maîtres doivent le constamment adapter leur comportement aux possibilités et aux demandes des enfants. Et que l'on tire enfin les conséquences des expériences pédagogiques des classes d'adaptation et des classes de migrants, où la créativité, l'expression, la relation individuelle se sont développées parce qu'il a fallu trouver des réponses à des problèmes spécifiques ».

« Il restera à souligner l'importance de l'éducation physique, des activités sportives de l'école maternelle qui prépare le terrain pour les apprentissages ultérieurs. A dire aussi qu'il faut donner leur place aux cultures régionales ».

La décentralisation devrait à nos yeux participer à la réduction de l'échec scolaire ?

— Pourquoi pas. Encore faut-il ne pas perdre de vue que l'école ne peut assumer toute seule la responsabilité de l'éducation des enfants. Elle ne les a en charge que six heures par jour, un jour sur deux. Quand l'enfant lui arrive, il vient par une école maternelle, il a déjà subi et il continuera de subir les influences de la famille et de milieu. Mais certains de nos collègues ont remarqué par des casernes souvent trop graves pour que l'école puisse la compenser. Une application des chances passe donc par des changements de société, par des actions sociales qui se réalisent dans les milieux et les rythmes de vie, dans l'environnement culturel.

Pour plus de détails sur CHARLES VIAL

ÉCOLE DE GESTION DE PERSONNEL

Admission niveau bac

Durée des études : trois années

Admission en 2^e année sur titre

FACILIP

416, rue St Honoré 75008 Paris

Téléphone : 260.39.02

PARENTS...

En fin de l'année scolaire

(Niveau bac)

Jeunes préparant à des enfants en 1 à 3 ans sans carrière commerciale ou industrielle, mais avec des connaissances en informatique, gestion, marketing, information, secrétariat

Enseignement privé

E.P.P.A.

14, bd Gourville-Saint-Cyr (17^e)

Tél. : 574-58-51

GROUPE 7

ouvert tous les jours

Vous prépare à la profession de stylistes, de conseillers de mode, de directeurs de mode.

Une documentation vous sera adressée gratuitement en téléphonant au 307-7525.

LYCÉE PRIVÉ MICHELET

Enseignement secondaire de la 6^e aux terminales

strictement conforme aux programmes officiels

LABORATOIRE DE SCIENCES PHYSIQUES ET MATHÉMATIQUES

Équipé de matériel pédagogique le plus moderne

EXTERNAT - DEMI-PENSION - PENSION

COURS VACANCES : 17 août-18 septembre

ANNÉE SCOLAIRE : rentrée le 1^{er} octobre

Reinscriptions et inscriptions : 46, rue Giffredo, 06000 NICE

NICE Tél. : (93) 85-36-32

COLLEGE SEVIGNE

28 rue Pierre Nicole 75005 Paris 326.25.86

Établissement privé d'enseignement supérieur fondé en 1880

Directeur : Gilbert P., Agrégé de l'Université

externat - demi-pension - préparation intensive au bac

du JARDIN D'ENFANTS

aux BACCALAUREATS A, C et D

- Pédagogie active et individualisée

- Attention vigilante portée aux élèves

- Contrôle continu des connaissances

Documentaire gratuite sur demande

Établissement Privé d'Enseignement Technique Supérieur

E.D.E.P.

Immeuble Montclair

3/5 rue du Javel

75013 PARIS (14^e arr.)

Téléphone : 584.11.03

Équipement privé d'Enseignement Technique Supérieur

Équipement privé d'Enseignement Technique Supérieur

Équipement privé d'Enseignement Technique Supérieur

Équipement privé d'Enseignement Technique Supérieur

LA FEMME SECRÉTAIRE

ÉCOLE TECHNIQUE PRIVÉE DE SECRÉTARIAT

101, rue de la Harpe 75005 PARIS

Tél. : 55-20-25 - 755-02-55

• PRÉPARATIONS

Brevets de Techniciens Supérieurs de Secrétariat

• OUVRIERS

Secrétaires de direction

Secrétaires de bureau

Secrétaires de correspondance

• SECURITE SOCIALE

Admission à l'École

• ADIPLON

Baccalauréat ou équivalent

• DÉCROCHER

pour les élèves sortants de

• BACCALAUREAT

2^e année

• SECTION PRÉPARATOIRE

Pour les élèves sortants de

classe de Première

Rentrée : 18 et 20 septembre

inscriptions : sur appointement à l'école

• COURS PRIVÉ

BEAUSÉJOUR

externat mixte

3e aux terminales

A.B.C.D.

23, Bd Beauséjour

75016 PARIS - M^{étro} : Mairie

Tél. : 525.45.33

520.45.84

• PRÉPARATION ANNUELLE

SC-PO

au Quartier Latin

ÉCOLE PRIVÉE

BLAISE PASCAL

151, bis, rue Saint-Jacques

75004 PARIS - M^{étro} : St-Jacques

354-09-60

SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

théâtres

Les salles subventionnées et municipales
Opéra (19-27-29), 20 h. 30 : La Puce à l'oreille.
Comédie-Française (20-27-29), 20 h. 30 : L'Éducation d'un jeune homme.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : La Nuit Juste avant les forêts.
Centre dramatique (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.

Les autres salles
Athénée (20-27-29), 21 h. : Pique-nique au vert.
Comédie-Française (20-27-29), 20 h. 30 : L'Éducation d'un jeune homme.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : La Nuit Juste avant les forêts.
Centre dramatique (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.

Pour tous renseignements concernant les programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATION SPECTACLES
704.78.20 (lignes gratuites) et 727.42.24

Jeu 2 juillet

Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : La Puce à l'oreille.
Comédie-Française (20-27-29), 20 h. 30 : L'Éducation d'un jeune homme.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : La Nuit Juste avant les forêts.
Centre dramatique (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.

La danse
Gymnase (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : La Puce à l'oreille.
Comédie-Française (20-27-29), 20 h. 30 : L'Éducation d'un jeune homme.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : La Nuit Juste avant les forêts.
Centre dramatique (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.

Le music-hall
Folies-Bergère (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : La Puce à l'oreille.
Comédie-Française (20-27-29), 20 h. 30 : L'Éducation d'un jeune homme.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : La Nuit Juste avant les forêts.
Centre dramatique (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.

Les concerts
Opéra (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : La Puce à l'oreille.
Comédie-Française (20-27-29), 20 h. 30 : L'Éducation d'un jeune homme.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : La Nuit Juste avant les forêts.
Centre dramatique (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.

Jazz, pop, rock, folk
Opéra (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : La Puce à l'oreille.
Comédie-Française (20-27-29), 20 h. 30 : L'Éducation d'un jeune homme.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : La Nuit Juste avant les forêts.
Centre dramatique (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.

cinémas

Les films marqués (*) sont habituellement en copie de mètre-son ; () sont en copie de 35 mm.**
La cinématèque
Cinémathèque (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : La Puce à l'oreille.
Comédie-Française (20-27-29), 20 h. 30 : L'Éducation d'un jeune homme.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : La Nuit Juste avant les forêts.
Centre dramatique (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.

Les exclusivités
Opéra (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : La Puce à l'oreille.
Comédie-Française (20-27-29), 20 h. 30 : L'Éducation d'un jeune homme.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : La Nuit Juste avant les forêts.
Centre dramatique (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.

Les exclusivités
Opéra (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : La Puce à l'oreille.
Comédie-Française (20-27-29), 20 h. 30 : L'Éducation d'un jeune homme.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : La Nuit Juste avant les forêts.
Centre dramatique (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.

Les exclusivités
Opéra (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : La Puce à l'oreille.
Comédie-Française (20-27-29), 20 h. 30 : L'Éducation d'un jeune homme.
Théâtre de la Ville (20-27-29), 20 h. 30 : La Nuit Juste avant les forêts.
Centre dramatique (20-27-29), 20 h. 30 : Les Chances du hasard.

La S.F.P. après le départ de M. de Clermont-Tonnerre

Le prix de l'équilibre

Au terme du conseil d'administration de la Société Française de Production (S.F.P.), réuni lundi 26 juin, M. Antoine de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin). M. de Clermont-Tonnerre, qui succédait à M. Jean-Charles Edeline, a été remplacé par M. Bertrand Labrousse, qui avait déjà assuré l'intérim entre ses deux précédentes nominations. La nomination de M. Labrousse est ainsi la troisième qui intervient à la tête des grands organismes de production de la télévision de M. Mitterrand, après celles de M. Guy Thomas à FR 3 et de Michel Caste à la Sofradis.

Orléans le 1^{er} janvier 1979, la S.F.P. est l'une des sept sociétés de production de la télévision de M. Mitterrand. Elle est la seule à avoir été créée par décret, les autres ayant été créées par loi. Elle est la seule à avoir été créée par décret, les autres ayant été créées par loi. Elle est la seule à avoir été créée par décret, les autres ayant été créées par loi.

LES FILMS NOUVEAUX
LA CONQUÊTE DE LA TERRE, film américain de 1978, de 120 minutes, de 120 millions de francs. M. de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin).

Depuis l'éclatement de l'O.R.T.F., de nombreuses sociétés de production ont été créées. Elles ont pour but de produire des films de télévision. Elles ont pour but de produire des films de télévision. Elles ont pour but de produire des films de télévision.

LA CONQUÊTE DE LA TERRE
LA CONQUÊTE DE LA TERRE, film américain de 1978, de 120 minutes, de 120 millions de francs. M. de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin).

La S.F.P. possède, aujourd'hui, un parc vidéo très important. Elle possède, aujourd'hui, un parc vidéo très important. Elle possède, aujourd'hui, un parc vidéo très important. Elle possède, aujourd'hui, un parc vidéo très important.

LA CONQUÊTE DE LA TERRE
LA CONQUÊTE DE LA TERRE, film américain de 1978, de 120 minutes, de 120 millions de francs. M. de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin).

Le refus de la vidéo
La S.F.P. possède, aujourd'hui, un parc vidéo très important. Elle possède, aujourd'hui, un parc vidéo très important. Elle possède, aujourd'hui, un parc vidéo très important. Elle possède, aujourd'hui, un parc vidéo très important.

LA CONQUÊTE DE LA TERRE
LA CONQUÊTE DE LA TERRE, film américain de 1978, de 120 minutes, de 120 millions de francs. M. de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin).

LES AILES DE LA COLONIE (P.)
LES AILES DE LA COLONIE (P.), de 120 minutes, de 120 millions de francs. M. de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin).

LES AILES DE LA COLONIE (P.)
LES AILES DE LA COLONIE (P.), de 120 minutes, de 120 millions de francs. M. de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin).

LES AILES DE LA COLONIE (P.)
LES AILES DE LA COLONIE (P.), de 120 minutes, de 120 millions de francs. M. de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin).

LES AILES DE LA COLONIE (P.)
LES AILES DE LA COLONIE (P.), de 120 minutes, de 120 millions de francs. M. de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin).

LES AILES DE LA COLONIE (P.)
LES AILES DE LA COLONIE (P.), de 120 minutes, de 120 millions de francs. M. de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin).

LES AILES DE LA COLONIE (P.)
LES AILES DE LA COLONIE (P.), de 120 minutes, de 120 millions de francs. M. de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin).

LES AILES DE LA COLONIE (P.)
LES AILES DE LA COLONIE (P.), de 120 minutes, de 120 millions de francs. M. de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin).

LES AILES DE LA COLONIE (P.)
LES AILES DE LA COLONIE (P.), de 120 minutes, de 120 millions de francs. M. de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin).

LES AILES DE LA COLONIE (P.)
LES AILES DE LA COLONIE (P.), de 120 minutes, de 120 millions de francs. M. de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin).

LES AILES DE LA COLONIE (P.)
LES AILES DE LA COLONIE (P.), de 120 minutes, de 120 millions de francs. M. de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin).

LES AILES DE LA COLONIE (P.)
LES AILES DE LA COLONIE (P.), de 120 minutes, de 120 millions de francs. M. de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin).

LES AILES DE LA COLONIE (P.)
LES AILES DE LA COLONIE (P.), de 120 minutes, de 120 millions de francs. M. de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin).

LES AILES DE LA COLONIE (P.)
LES AILES DE LA COLONIE (P.), de 120 minutes, de 120 millions de francs. M. de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin).

LES AILES DE LA COLONIE (P.)
LES AILES DE LA COLONIE (P.), de 120 minutes, de 120 millions de francs. M. de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin).

LES AILES DE LA COLONIE (P.)
LES AILES DE LA COLONIE (P.), de 120 minutes, de 120 millions de francs. M. de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin).

LES AILES DE LA COLONIE (P.)
LES AILES DE LA COLONIE (P.), de 120 minutes, de 120 millions de francs. M. de Clermont-Tonnerre a été officiellement déchargé de ses fonctions de président-directeur général de cette société, fonctions qu'il exercerait depuis le 15 janvier 1979 (« Le Monde » du 30 juin).

سكسكسكس

Vendredi 3 juillet
à 20 heures
COURSES
à Vincennes
Pari Jumelé dans
toutes les courses
Pari tri
à chaque réunion
Remenez votre table ou Privé
989-67-11
Prochaines soirées :
8, 22 et 24 juillet

REPRODUCTION INTERDITE

| | La ligne | La ligne TC |
|----------------------|----------|-------------|
| OFFRES D'EMPLOI | 65,00 | 76,44 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 17,00 | 20,00 |
| IMMOBILIER | 43,00 | 50,57 |
| AUTOMOBILES | 48,00 | 50,57 |
| AGENDA | 48,00 | 50,57 |
| PROP. COMM. CAPITAUX | 120,00 | 141,12 |

ANNONCES CLASSEES

| | La semaine | La semaine TC |
|--------------------|------------|---------------|
| ANNONCES ENCHEREES | 37,00 | 43,52 |
| OFFRES D'EMPLOI | 10,00 | 11,78 |
| DEMANDES D'EMPLOI | 28,00 | 32,93 |
| IMMOBILIER | 28,00 | 32,93 |
| AUTOMOBILES | 28,00 | 32,93 |
| AGENDA | 28,00 | 32,93 |

OFFRES D'EMPLOIS

Le club FRANCE LOISIRS
Leader dans la diffusion grand public en vente par correspondance et vente directe de livres, disques, jeux, recherche SON PROGRAMME

DIRECTEUR DU PROGRAMME LIVRES

Soucieux de satisfaire nos 3 Millions d'adhérents, nous essayons de trouver le produit le plus adapté au marché de notre club.

La personne sera chargée de la recherche des nouveautés (70 titres par trimestre) et de la négociation commerciale.

Assistée d'une équipe spécialisée, elle aura la responsabilité de la gestion du programme livres (450 titres) proposé par trimestre dans notre catalogue.

C'est un acheteur (euse) de haut niveau, rompu(e) aux techniques de marketing, il/elle devra avoir une expérience de 5 ans minimum.

L'expérience de ce type de fonction, ainsi qu'une connaissance parfaite des métiers de l'édition sont indispensables.

Rémunération motivante liée à l'importance du poste.

Adresser lettre, CV détaillé photo et références à :

Danielle LECHARPENTIER

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT
recherche

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE CONFIRME

Pour effectuer des recherches et des études dans le domaine de la THERMIQUE DU BATIMENT avec comme thème principal la formation d'énergie.

Env. curriculum vitae à Service de Recherche du C.S.T.R. Service Technique et Administratif, 84, avenue Jean-Baptiste, 77430 CHAMPS-SUR-MARNE.

emploi/régionaux

UN GROUPE NATIONAL
recherche spécialiste dans l'industrie aéronautique pour l'élaboration de son système de production.

INGENIEUR
BESN ou équivalent, 5 ans d'expérience, maîtrise de l'anglais, connaissance des logiciels de CAO, 30 000 F/mois, 13h, 13h30, 14h, 14h30, 15h, 15h30, 16h, 16h30, 17h, 17h30, 18h, 18h30, 19h, 19h30, 20h, 20h30, 21h, 21h30, 22h, 22h30, 23h, 23h30, 24h, 24h30, 25h, 25h30, 26h, 26h30, 27h, 27h30, 28h, 28h30, 29h, 29h30, 30h, 30h30, 31h, 31h30, 32h, 32h30, 33h, 33h30, 34h, 34h30, 35h, 35h30, 36h, 36h30, 37h, 37h30, 38h, 38h30, 39h, 39h30, 40h, 40h30, 41h, 41h30, 42h, 42h30, 43h, 43h30, 44h, 44h30, 45h, 45h30, 46h, 46h30, 47h, 47h30, 48h, 48h30, 49h, 49h30, 50h, 50h30, 51h, 51h30, 52h, 52h30, 53h, 53h30, 54h, 54h30, 55h, 55h30, 56h, 56h30, 57h, 57h30, 58h, 58h30, 59h, 59h30, 60h, 60h30, 61h, 61h30, 62h, 62h30, 63h, 63h30, 64h, 64h30, 65h, 65h30, 66h, 66h30, 67h, 67h30, 68h, 68h30, 69h, 69h30, 70h, 70h30, 71h, 71h30, 72h, 72h30, 73h, 73h30, 74h, 74h30, 75h, 75h30, 76h, 76h30, 77h, 77h30, 78h, 78h30, 79h, 79h30, 80h, 80h30, 81h, 81h30, 82h, 82h30, 83h, 83h30, 84h, 84h30, 85h, 85h30, 86h, 86h30, 87h, 87h30, 88h, 88h30, 89h, 89h30, 90h, 90h30, 91h, 91h30, 92h, 92h30, 93h, 93h30, 94h, 94h30, 95h, 95h30, 96h, 96h30, 97h, 97h30, 98h, 98h30, 99h, 99h30, 100h, 100h30, 101h, 101h30, 102h, 102h30, 103h, 103h30, 104h, 104h30, 105h, 105h30, 106h, 106h30, 107h, 107h30, 108h, 108h30, 109h, 109h30, 110h, 110h30, 111h, 111h30, 112h, 112h30, 113h, 113h30, 114h, 114h30, 115h, 115h30, 116h, 116h30, 117h, 117h30, 118h, 118h30, 119h, 119h30, 120h, 120h30, 121h, 121h30, 122h, 122h30, 123h, 123h30, 124h, 124h30, 125h, 125h30, 126h, 126h30, 127h, 127h30, 128h, 128h30, 129h, 129h30, 130h, 130h30, 131h, 131h30, 132h, 132h30, 133h, 133h30, 134h, 134h30, 135h, 135h30, 136h, 136h30, 137h, 137h30, 138h, 138h30, 139h, 139h30, 140h, 140h30, 141h, 141h30, 142h, 142h30, 143h, 143h30, 144h, 144h30, 145h, 145h30, 146h, 146h30, 147h, 147h30, 148h, 148h30, 149h, 149h30, 150h, 150h30, 151h, 151h30, 152h, 152h30, 153h, 153h30, 154h, 154h30, 155h, 155h30, 156h, 156h30, 157h, 157h30, 158h, 158h30, 159h, 159h30, 160h, 160h30, 161h, 161h30, 162h, 162h30, 163h, 163h30, 164h, 164h30, 165h, 165h30, 166h, 166h30, 167h, 167h30, 168h, 168h30, 169h, 169h30, 170h, 170h30, 171h, 171h30, 172h, 172h30, 173h, 173h30, 174h, 174h30, 175h, 175h30, 176h, 176h30, 177h, 177h30, 178h, 178h30, 179h, 179h30, 180h, 180h30, 181h, 181h30, 182h, 182h30, 183h, 183h30, 184h, 184h30, 185h, 185h30, 186h, 186h30, 187h, 187h30, 188h, 188h30, 189h, 189h30, 190h, 190h30, 191h, 191h30, 192h, 192h30, 193h, 193h30, 194h, 194h30, 195h, 195h30, 196h, 196h30, 197h, 197h30, 198h, 198h30, 199h, 199h30, 200h, 200h30, 201h, 201h30, 202h, 202h30, 203h, 203h30, 204h, 204h30, 205h, 205h30, 206h, 206h30, 207h, 207h30, 208h, 208h30, 209h, 209h30, 210h, 210h30, 211h, 211h30, 212h, 212h30, 213h, 213h30, 214h, 214h30, 215h, 215h30, 216h, 216h30, 217h, 217h30, 218h, 218h30, 219h, 219h30, 220h, 220h30, 221h, 221h30, 222h, 222h30, 223h, 223h30, 224h, 224h30, 225h, 225h30, 226h, 226h30, 227h, 227h30, 228h, 228h30, 229h, 229h30, 230h, 230h30, 231h, 231h30, 232h, 232h30, 233h, 233h30, 234h, 234h30, 235h, 235h30, 236h, 236h30, 237h, 237h30, 238h, 238h30, 239h, 239h30, 240h, 240h30, 241h, 241h30, 242h, 242h30, 243h, 243h30, 244h, 244h30, 245h, 245h30, 246h, 246h30, 247h, 247h30, 248h, 248h30, 249h, 249h30, 250h, 250h30, 251h, 251h30, 252h, 252h30, 253h, 253h30, 254h, 254h30, 255h, 255h30, 256h, 256h30, 257h, 257h30, 258h, 258h30, 259h, 259h30, 260h, 260h30, 261h, 261h30, 262h, 262h30, 263h, 263h30, 264h, 264h30, 265h, 265h30, 266h, 266h30, 267h, 267h30, 268h, 268h30, 269h, 269h30, 270h, 270h30, 271h, 271h30, 272h, 272h30, 273h, 273h30, 274h, 274h30, 275h, 275h30, 276h, 276h30, 277h, 277h30, 278h, 278h30, 279h, 279h30, 280h, 280h30, 281h, 281h30, 282h, 282h30, 283h, 283h30, 284h, 284h30, 285h, 285h30, 286h, 286h30, 287h, 287h30, 288h, 288h30, 289h, 289h30, 290h, 290h30, 291h, 291h30, 292h, 292h30, 293h, 293h30, 294h, 294h30, 295h, 295h30, 296h, 296h30, 297h, 297h30, 298h, 298h30, 299h, 299h30, 300h, 300h30, 301h, 301h30, 302h, 302h30, 303h, 303h30, 304h, 304h30, 305h, 305h30, 306h, 306h30, 307h, 307h30, 308h, 308h30, 309h, 309h30, 310h, 310h30, 311h, 311h30, 312h, 312h30, 313h, 313h30, 314h, 314h30, 315h, 315h30, 316h, 316h30, 317h, 317h30, 318h, 318h30, 319h, 319h30, 320h, 320h30, 321h, 321h30, 322h, 322h30, 323h, 323h30, 324h, 324h30, 325h, 325h30, 326h, 326h30, 327h, 327h30, 328h, 328h30, 329h, 329h30, 330h, 330h30, 331h, 331h30, 332h, 332h30, 333h, 333h30, 334h, 334h30, 335h, 335h30, 336h, 336h30, 337h, 337h30, 338h, 338h30, 339h, 339h30, 340h, 340h30, 341h, 341h30, 342h, 342h30, 343h, 343h30, 344h, 344h30, 345h, 345h30, 346h, 346h30, 347h, 347h30, 348h, 348h30, 349h, 349h30, 350h, 350h30, 351h, 351h30, 352h, 352h30, 353h, 353h30, 354h, 354h30, 355h, 355h30, 356h, 356h30, 357h, 357h30, 358h, 358h30, 359h, 359h30, 360h, 360h30, 361h, 361h30, 362h, 362h30, 363h, 363h30, 364h, 364h30, 365h, 365h30, 366h, 366h30, 367h, 367h30, 368h, 368h30, 369h, 369h30, 370h, 370h30, 371h, 371h30, 372h, 372h30, 373h, 373h30, 374h, 374h30, 375h, 375h30, 376h, 376h30, 377h, 377h30, 378h, 378h30, 379h, 379h30, 380h, 380h30, 381h, 381h30, 382h, 382h30, 383h, 383h30, 384h, 384h30, 385h, 385h30, 386h, 386h30, 387h, 387h30, 388h, 388h30, 389h, 389h30, 390h, 390h30, 391h, 391h30, 392h, 392h30, 393h, 393h30, 394h, 394h30, 395h, 395h30, 396h, 396h30, 397h, 397h30, 398h, 398h30, 399h, 399h30, 400h, 400h30, 401h, 401h30, 402h, 402h30, 403h, 403h30, 404h, 404h30, 405h, 405h30, 406h, 406h30, 407h, 407h30, 408h, 408h30, 409h, 409h30, 410h, 410h30, 411h, 411h30, 412h, 412h30, 413h, 413h30, 414h, 414h30, 415h, 415h30, 416h, 416h30, 417h, 417h30, 418h, 418h30, 419h, 419h30, 420h, 420h30, 421h, 421h30, 422h, 422h30, 423h, 423h30, 424h, 424h30, 425h, 425h30, 426h, 426h30, 427h, 427h30, 428h, 428h30, 429h, 429h30, 430h, 430h30, 431h, 431h30, 432h, 432h30, 433h, 433h30, 434h, 434h30, 435h, 435h30, 436h, 436h30, 437h, 437h30, 438h, 438h30, 439h, 439h30, 440h, 440h30, 441h, 441h30, 442h, 442h30, 443h, 443h30, 444h, 444h30, 445h, 445h30, 446h, 446h30, 447h, 447h30, 448h, 448h30, 449h, 449h30, 450h, 450h30, 451h, 451h30, 452h, 452h30, 453h, 453h30, 454h, 454h30, 455h, 455h30, 456h, 456h30, 457h, 457h30, 458h, 458h30, 459h, 459h30, 460h, 460h30, 461h, 461h30, 462h, 462h30, 463h, 463h30, 464h, 464h30, 465h, 465h30, 466h, 466h30, 467h, 467h30, 468h, 468h30, 469h, 469h30, 470h, 470h30, 471h, 471h30, 472h, 472h30, 473h, 473h30, 474h, 474h30, 475h, 475h30, 476h, 476h30, 477h, 477h30, 478h, 478h30, 479h, 479h30, 480h, 480h30, 481h, 481h30, 482h, 482h30, 483h, 483h30, 484h, 484h30, 485h, 485h30, 486h, 486h30, 487h, 487h30, 488h, 488h30, 489h, 489h30, 490h, 490h30, 491h, 491h30, 492h, 492h30, 493h, 493h30, 494h, 494h30, 495h, 495h30, 496h, 496h30, 497h, 497h30, 498h, 498h30, 499h, 499h30, 500h, 500h30, 501h, 501h30, 502h, 502h30, 503h, 503h30, 504h, 504h30, 505h, 505h30, 506h, 506h30, 507h, 507h30, 508h, 508h30, 509h, 509h30, 510h, 510h30, 511h, 511h30, 512h, 512h30, 513h, 513h30, 514h, 514h30, 515h, 515h30, 516h, 516h30, 517h, 517h30, 518h, 518h30, 519h, 519h30, 520h, 520h30, 521h, 521h30, 522h, 522h30, 523h, 523h30, 524h, 524h30, 525h, 525h30, 526h, 526h30, 527h, 527h30, 528h, 528h30, 529h, 529h30, 530h, 530h30, 531h, 531h30, 532h, 532h30, 533h, 533h30, 534h, 534h30, 535h, 535h30, 536h, 536h30, 537h, 537h30, 538h, 538h30, 539h, 539h30, 540h, 540h30, 541h, 541h30, 542h, 542h30, 543h, 543h30, 544h, 544h30, 545h, 545h30, 546h, 546h30, 547h, 547h30, 548h, 548h30, 549h, 549h30, 550h, 550h30, 551h, 551h30, 552h, 552h30, 553h, 553h30, 554h, 554h30, 555h, 555h30, 556h, 556h30, 557h, 557h30, 558h, 558h30, 559h, 559h30, 560h, 560h30, 561h, 561h30, 562h, 562h30, 563h, 563h30, 564h, 564h30, 565h, 565h30, 566h, 566h30, 567h, 567h30, 568h, 568h30, 569h, 569h30, 570h, 570h30, 571h, 571h30, 572h, 572h30, 573h, 573h30, 574h, 574h30, 575h, 575h30, 576h, 576h30, 577h, 577h30, 578h, 578h30, 579h, 579h30, 580h, 580h30, 581h, 581h30, 582h, 582h30, 583h, 583h30, 584h, 584h30, 585h, 585h30, 586h, 586h30, 587h, 587h30, 588h, 588h30, 589h, 589h30, 590h, 590h30, 591h, 591h30, 592h, 592h30, 593h, 593h30, 594h, 594h30, 595h, 595h30, 596h, 596h30, 597h, 597h30, 598h, 598h30, 599h, 599h30, 600h, 600h30, 601h, 601h30, 602h, 602h30, 603h, 603h30, 604h, 604h30, 605h, 605h30, 606h, 606h30, 607h, 607h30, 608h, 608h30, 609h, 609h30, 610h, 610h30, 611h, 611h30, 612h, 612h30, 613h, 613h30, 614h, 614h30, 615h, 615h30, 616h, 616h30, 617h, 617h30, 618h, 618h30, 619h, 619h30, 620h, 620h30, 621h, 621h30, 622h, 622h30, 623h, 623h30, 624h, 624h30, 625h, 625h30, 626h, 626h30, 627h, 627h30, 628h, 628h30, 629h, 629h30, 630h, 630h30, 631h, 631h30, 632h, 632h30, 633h, 633h30, 634h, 634h30, 635h, 635h30, 636h, 636h30, 637h, 637h30, 638h, 638h30, 639h, 639h30, 640h, 640h30, 641h, 641h30, 642h, 642h30, 643h, 643h30, 644h, 644h30, 645h, 645h30, 646h, 646h30, 647h, 647h30, 648h, 648h30, 649h, 649h30, 650h, 650h30, 651h, 651h30, 652h, 652h30, 653h, 653h30, 654h, 654h30, 655h, 655h30, 656h, 656h30, 657h, 657h30, 658h, 658h30, 659h, 659h30, 660h, 660h30, 661h, 661h30, 662h, 662h30, 663h, 663h30, 664h, 664h30, 665h, 665h30, 666h, 666h30, 667h, 667h30, 668h, 668h30, 669h, 669h30, 670h, 670h30, 671h, 671h30, 672h, 672h30, 673h, 673h30, 674h, 674h30, 675h, 675h30, 676h, 676h30, 677h, 677h30, 678h, 678h30, 679h, 679h30, 680h, 680h30, 681h, 681h30, 682h, 682h30, 683h, 683h30, 684h, 684h30, 685h, 685h30, 686h, 686h30, 687h, 687h30, 688h, 688h30, 689h, 689h30, 690h, 690h30, 691h, 691h30, 692h, 692h30, 693h, 693h30, 694h, 694h30, 695h, 695h30, 696h, 696h30, 697h, 697h30, 698h, 698h30, 699h, 699h30, 700h, 700h30, 701h, 701h30, 702h, 702h30, 703h, 703h30, 704h, 704h30, 705h, 705h30, 706h, 706h30, 707h, 707h30, 708h, 708h30, 709h, 709h30, 710h, 710h30, 711h, 711h30, 712h, 712h30, 713h, 713h30, 714h, 714h30, 715h, 715h30, 716h, 716h30, 717h, 717h30, 718h, 718h30, 719h, 719h30, 720h, 720h30, 721h, 721h30, 722h, 722h30, 723h, 723h30, 724h, 724h30, 725h, 725h30, 726h, 726h30, 727h, 727h30, 728h, 728h30, 729h, 729h30, 730h, 730h30, 731h, 731h30, 732h, 732h30, 733h, 733h30, 734h, 734h30, 735h, 735h30, 736h, 736h30, 737h, 737h30, 738h, 738h30, 739h, 739h30, 740h, 740h30, 741h, 741h30, 742h, 742h30, 743h, 743h30, 744h, 744h30, 745h, 745h30, 746h, 746h30, 747h, 747h30, 748h, 748h30, 749h, 749h30, 750h, 750h30, 751h, 751h30, 752h, 752h30, 753h, 753h30, 754h, 754h30, 755h, 755h30, 756h, 756h30, 757h, 757h30, 758h, 758h30, 759h, 759h30, 760h, 760h30, 761h, 761h30, 762h, 762h30, 763h, 763h30, 764h, 764h30, 765h, 765h30, 766h, 766h30, 767h, 767h30, 768h, 768h30, 769h, 769h30, 770h, 770h30, 771h, 771h30, 772h, 772h30, 773h, 773h30, 774h, 774h30, 775h, 775h30, 776h, 776h30, 777h, 777h30, 778h, 778h30, 779h, 779h30, 780h, 780h30, 781h, 781h30, 782h, 782h30, 783h, 783h30, 784h, 784h30, 785h, 785h30, 786h, 786h30, 787h, 787h30, 788h, 788h30, 789h, 789h30, 790h, 790h30, 791h, 791h30, 792h, 792h30, 793h, 793h30, 794h, 794h30, 795h, 795h30, 796h, 796h30, 797h, 797h30, 798h, 798h30, 799h, 799h30, 800h, 800h30, 801h, 801h30, 802h, 802h30, 803h, 803h30, 804h, 804h30, 805h, 805h30, 806h, 806h30, 807h, 807h30, 808h, 808

50 كذا من الامل

Le Monde

DIMANCHE

Au sommaire du prochain numéro:

CHARMES ET SOUCIS DE LA PROPRIÉTÉ SAISONNIÈRE

50 000 Français sont propriétaires d'une «période»
de leur appartement à la mer ou à la montagne.

Enquête d'Yves Wattenberg

L'été du Monde-Dimanche

Géographie vécue (Birgitta Trotzig) ● Conversations : « Mes petits enfants sont formidables »
● Paris à croquer : Les ouistitis de Vincennes (Pierre Christin - Jean-Claude Mézières) ● Mondovisions (Dimitri) ● Sports d'été : randonnées sur deux roues ● Le feuillet du Douze (Max Gallo).



ELIMINEZ sans produits chimiques MOUSTIQUES et insectes volants indésirables

Aquari brevecollé à la fois une mouche lumineuse pour éliminer les insectes et une source électrique (220 Volts) pour éliminer les insectes et les moustiques. Aquari brevecollé à la fois une mouche lumineuse pour éliminer les insectes et une source électrique (220 Volts) pour éliminer les insectes et les moustiques. Aquari brevecollé à la fois une mouche lumineuse pour éliminer les insectes et une source électrique (220 Volts) pour éliminer les insectes et les moustiques.

C'est une fabrication S.R.C.

SOCIAL

POINT DE VUE

Quelle réponse à la crise peut changer la vie ?

par JEAN-LOUIS MOYNOT. (*)

L'ESSENTIEL, pour une politique économique de gauche est d'être cohérente avec un projet social d'ensemble qui la soit lui-même. La majorité de gauche est née d'un choix réfléchi et conciliant, porteur de beaucoup de possibilités, mais aussi d'ambiguïtés. D'un côté, c'est une réaction à l'aggravation insupportable de l'état de choses antérieur (par exemple les lambeaux d'usine, le chômage, la pauvreté, les situations précaires, les agressions giscardiennes et patronales contre les libertés).

D'un autre côté, et c'est ce qui compte le plus, l'embranlement des structures productives et sociales par la crise, que la politique de la droite visait à la destruction, résulte de tendances nouvelles très profondes et portées, et elles se développent constamment et se conjuguent sur tous les terrains de la vie économique, sociale, culturelle et politique, de possibilités de transformation très importantes. Une des nouveautés du 40^e congrès de la C.G.T. en novembre 1978 a été d'intégrer, dans l'analyse de la crise, cette dimension qui est potentiellement celle de l'avenir et de la transformation de la société.

Dans ce contexte les espaces de liberté, la pratique démocratique de masses, prenant un contenu social qui tend à modifier, dans un sens positif pour les travailleurs et l'immense majorité des gens, les rapports de classe et les relations entre toutes les catégories sociales. Pour que les contradictions sociales se déplacent, il faut en premier lieu qu'elles s'expriment. C'est pourquoi la démocratie comporte l'exigence de la pleine confrontation des situations et des points de vue.

L'action d'un gouvernement de gauche permet la coopération avec les syndicats. Nous soutenons qu'elle aille le plus loin possible. Cela dépend de nous, et plus profondément encore de l'intervention des travailleurs sur tous les problèmes à résoudre. La réponse que nous trouvons au niveau gouvernemental n'est pas moins essentielle. L'indépendance syndicale doit orienter nos rapports avec le gouvernement en fonction de la possibilité d'avancer aussi loin que possible dans le sens des objectifs que nous croyons les meilleurs pour les travailleurs.

La question de la politique économique générale (monnaie, finances, budget) n'est pas la plus simple. En effet si Barre et Giscard ont échoué à faire accepter la poursuite de leur politique, ils ont en revanche en partie réussi à faire admettre une certaine image de ce qui serait par là même inévitable. Il faut se remettre à penser à ce sujet. Parmi les économistes de gauche, on paraît beaucoup de rigueur, de difficulté de la balance en économie ouverte et en période de crise, de contraintes extérieures, de guerre économique à l'échelle mondiale. Le débat semble parfois clos a priori à partir des conséquences qu'on tire du coût de l'énergie, ou de l'impératif de maintenir le taux de change. Toutes ces réalités importantes au premier chef, mais les réponses à y apporter, dans le champ de ce qui est possible, doivent avant tout être pensées en fonction des buts que vise la nouvelle politique « en termes de changement des rapports sociaux, et pour agir sur ces contraintes, non pour les subir.

— pour ce qui concerne le rôle de la C.G.T., à notre capacité d'amener les travailleurs à s'impliquer concrètement, dans une dynamique de lutte, de prise en charge des problèmes, de transformation et de gestion où chaque individu intervient et se distingue dans le travail collectif. Cela nous demande un grand effort d'approfondissement et de mise en pratique de l'orientation majeure du dernier Congrès vers une démocratie de masse. Cela exige de regarder de près notre rapport réel à la masse des travailleurs, être ouverts à leur apport, enrichir la nôtre.

La crise, les restructurations, la stratégie des multinationales, l'agression du patronat, les séquences de l'ancienne politique, les forces du capital, leur prolongement dans toutes les formes de pouvoir qui s'exercent sur la vie des gens, sont en face de nous. Le succès des grandes réformes dépend de notre capacité à affronter, comprendre et résoudre les problèmes des conditions et relations de travail, de l'emploi précaire, des restructurations et modernisations industrielles, du développement de l'automatique, de la robotique, des nouvelles technologies, d'une automatisation intégrée.

Sur toutes ces questions auxquelles ils sont confrontés quotidiennement dans des difficultés énormes et des bouleversements sans précédent, les travailleurs sont jusqu'à présent enfermés par les patrons dans un espace étroit, privé de la possibilité d'échanger, d'approprier une capacité élargie de maîtriser les procès productifs. La lutte pour qu'ils deviennent des producteurs sociaux, des producteurs associés plus que des salariés, des créateurs plutôt que les esclaves des machines est celle qui, à terme, décidera s'il y a ou non changement dans la production et la société.

En fait, notre apport de syndicat à la réalisation d'un tel changement se joue d'abord de façon autonome dans notre engagement dans les entreprises, à la base, et dans le rapport que les travailleurs sont capables d'établir entre leurs revendications immédiates et les perspectives d'avenir qui appellent des transformations profondes. Cela suppose évidemment toute une construction intellectuelle, l'intervention concrète de tous, le via syndical, les droits nouveaux dans l'entreprise, la induction des luttes dans les négociations, les institutions démocratiques, le système politique lui-même.

Il faut enfin se confronter à toute la dimension et à la qualité des changements qui peuvent s'opérer en matière de santé et de prévention, de logement, d'éducation, d'information, d'enseignement, de culture. Le changement ne peut pas être limité au champ traditionnel des mesures sociales. Mais il est absolument conditionné par celles-ci qui sont urgentes, essentielles, surtout pour les plus exploités et les plus démunis. C'est pourquoi nous tenons au progrès du SMIC, à la réduction de la durée du travail, à l'ensemble des revendications de notre programme.

Pour en trouver les moyens, l'option n'est jamais que le blocage de la production, dimension essentielle de la crise, est largement dû à la négation de la responsabilité des travailleurs, caractère fondamental des rapports de production, conception même du travail humain dans le système capitaliste. C'est cela qui empêche tout progrès vers une réelle productivité basée sur une autre relation entre le progrès technologique et l'initiative des travailleurs. Cela se fait pas en un jour, mais il est urgent d'en créer les conditions de base. Là est l'espoir d'une réponse à la crise qui change radicalement la vie.

(*) Secrétaire de la C.G.T.



747 UTA

"A la Française"

Première De Luxe

Sur les nouveaux 747 UTA, la Première de Luxe renoue avec la tradition des grands transatlantiques. Un service raffiné et personnalisé rendra votre voyage encore plus agréable, champagne Laurent Pernier cuvée Grand Siècle, caviar ou filet gras. En Première de Luxe, tout l'avant du 747 UTA est réservé pour 16 grands voyageurs seulement. Sur les nouveaux 747 UTA, des fauteuils couchettes vous assurent un véritable repos sur les vols lointains qui relient la France au Golfe, au Sud-Est Asiatique et au Pacifique.

Le nouveau 747 UTA, c'est tout ce qui est agréable en France.



FORTE CROISSANCE DES DÉPENSES D'ASSURANCE-MALADIE

Le rythme annuel d'augmentation des dépenses d'assurance-maladie s'est fortement accéléré en 1980. En effet, le taux de + 13,1 %, en lien de 1979 à 1980, a été dépassé en 1980 par le taux de + 14,7 %, en lien de 1980 à 1981. Les honoraires du secteur privé ont augmenté de 14,7 %, contre 14,5 % en raison principalement du taux d'augmentation des honoraires médicaux (14,8 % contre 14,5 %).

Le rythme d'évolution des honoraires des dentistes a été de 8,0 % fin avril à 10,2 % fin mai. Les prescripteurs, eux aussi, augmentent fortement (21 % au lieu de 18,7 % le mois précédent, le taux de croissance des dépenses pharmaceutiques a été de 20,0 % en mai, le taux des actes des spécialistes médicaux de 18,0 % à 19,1 % et celui des actes de biologie de 14,3 % à 17,2 % fin mai).

Sur le taux de progression des dépenses d'indemnisation pour perte de travail dans la maladie, le taux de 11 % en avril à 12,6 % en mai.

Selon le communiqué de la C.N.A.M.T.S., la forte consommation de soins médicaux en mars et avril pourrait s'expliquer par le fait que les médecins ont eu accès aux postes des honoraires médicaux et des indemnités des actes de travail de soins médicaux. Les conditions climatiques sont aussi un facteur d'augmentation des dépenses de soins de soins.

Avis financiers des sociétés



MATRA

ALLOCATION DE MONSIEUR JEAN-LUC LAGARDÈRE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

prononcée à l'assemblée générale ordinaire du 29 juin 1981

En tant que chef d'entreprise, le regard sur le passé n'a jamais été pour moi justifié que par deux nécessités : la vérification que l'on n'a pas dévié par rapport à la stratégie préétablie, et la mesure précise de la base dont on dispose pour continuer la marche vers l'avenir.

L'on sentait, le faisait le point sur l'aboutissement des efforts réalisés dans la décennie 70 et disais : « MATRA a rejoint le groupe très limité des entreprises industrielles qui — dans le monde — détiennent le savoir et l'expérience des systèmes les plus sophistiqués et de la technologie d'aventure. »

Aujourd'hui, je peux démontrer que le premier objectif de la décennie 80 s'inscrit parfaitement dans la stratégie confirmée l'an dernier et que le maximum possible a été fait pour permettre le développement harmonieux du groupe MATRA. C'est en fondant de l'exercice de 1976 que déjà nous disions : « Ce sera de plus en plus de GROUPE MATRA qui fera passer pour mesurer sa véritable activité industrielle. » Cinq ans après, on constate que le chemin parcouru est considérable. MATRA est à la fois une Société Industrielle et la Société Mère de nombreuses filiales. En tant que Société Industrielle, elle a évidemment conservé les activités sur lesquelles elle a été créée : les Matériaux de Défense et l'Espace qui représentent 90 % de son chiffre d'affaires.

La Société MATRA est :

- très largement exportatrice (70 % de son volume d'affaires, lequel a été égal pour 1980 à 2 903 M.F.) ;
- riche d'un carnet de commandes de 11 milliards de francs, soit pratiquement quatre années d'activité au niveau actuel ;
- performante et dégageant de notables capacités de financement, compte tenu d'un résultat net et d'une M.B.A. croissante respectivement de 7,5 % et de 10,5 % du chiffre d'affaires (sur bases) ;
- forte de la collaboration d'un personnel de très haut niveau et de spécialistes internationaux dans les diverses disciplines auxquelles elle fait appel.

Ce nouveau industriel se situe aux avant-postes des technologies les plus évoluées en matière d'informatique, d'électronique, d'utilisation de nouveaux matériaux et de nouvelles conceptions pour les plus sophistiqués. Produisant des matériels hautement performants entrant dans la composition d'importants marchés internationaux qui subissent la concurrence très vive des plus grands industriels mondiaux, il a développé et est habitué aux méthodes de gestion et de production les plus rigoureuses. C'est en quelque sorte un modèle industriel dont les plus d'ordre sont innovation, performance, compétitivité. MATRA dans certains secteurs, se situe au premier rang mondial.

Il était essentiel que les centres d'intégration où sont assemblés et testés les missiles d'une part, les satellites d'autre part, soient à la mesure d'un leader international que MATRA préfigure. La Selles-Saint-Denis (en Saône-et-Loire) pour la Défense et Toulouse pour l'Espace constituent les centres les plus modernes en Europe.

Néanmoins, la stratégie de notre Matériau de Défense depuis le fin des années 60, a été non pas de rester confortablement installée sur les bases acquises dans des activités bien maîtrisées, mais plutôt de vouloir en utiliser l'expérience et les compétences pour aborder les champs d'opérations nouveaux, encore mal défrichés, mais dont nous savions qu'ils devaient être appréhendés selon le concept de système et à l'aide des technologies de pointe que nous possédions.

Autour du concept « militaire-aérospatial »

Sont donc nés des pôles périphériques dont l'importance en chiffre d'affaires est faible, mais dont l'impact au niveau du groupe est essentiel. Il s'agit des secteurs télécommunications, transports aérospatiaux, civils et automobiles à même de bénéficier directement de l'environnement qui vient d'être décrit et qui jouent aujourd'hui le rôle d'avant-postes pour les filiales civiles qui suivent de leurs branches ou travaillent avec elles.

Il nous est, en effet, rapidement apparu que nous ne pouvions, ni affirmer ex nihilo notre volonté de diversification, ni prendre de nouveaux challenges industriels en réinventant tout. Pour des raisons d'efficacité, et parce que dans un monde en mutation incessante, le temps est toujours compté, il était nécessaire soit de procéder par associations avec des partenaires choisis, soit de développer directement complémentaires des nôtres, soit d'acquiescer des tissus industriels et commerciaux préexistants, prêts à bénéficier de notre propre expertise.

La politique particulièrement active de croissance externe menée depuis trois ans a donc fait de MATRA la Matériau Mère d'un important ensemble de filiales qui couvrent exclusivement dans les domaines civils l'exception de MANURHIN pour partie et de MATRA ELECTRONIQUE. Cette fonction « Société Mère » est globalement traduite, dans le bilan au 31 décembre 1980, par un portefeuille de participations de 1 043 M.F.

C'est souligner un poids financier qui n'est pas la seule résultante d'opérations pures et simples, mais aussi, pour une large part, l'effet d'une insufflation définitive de capitaux frais auprès de sociétés dont c'est une inéluctable condition de développement.

En contrepoint, un constat que la part du résultat consolidé revenant à MATRA est rigoureusement équivalente au résultat net de la Société Mère. C'est dire aussi que la contribution globale des filiales au résultat du Groupe est actuellement nulle. Cela n'est pas normal, puisque les filiales ont d'abord été sélectionnées pour leur potentiel de développement et non pour leur rentabilité immédiate.

Caractéristiques de l'entreprise et de sa véritable identité

Telles sont les caractéristiques essentielles de nos activités civiles, qui, cependant, représentent plus de 55 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Ces entreprises filiales sont :

— soit des créations de toute pièce, comme en matière de composants électroniques. Il s'agit ici d'une véritable révolution industrielle. Nous avons développé une vaste politique d'association avec des groupes américains du plus haut niveau pourvoyeurs

d'éléments de technologie qu'il était nécessaire de joindre aux nôtres pour maîtriser l'ensemble des processus de production de différents types de circuits intégrés. Les liens industriels et financiers que nous avons créés avec nos partenaires américains dans ce domaine ont abouti à des réalisations concrètes dès 1980. Ainsi l'outil de production construit par l'usine MATRA-HARRIS SEMI-CONDUCTEURS de MANTES, installé dans un temps record et qui a permis la sortie du premier circuit intégré dans le délai prévu, à la fin de l'année. Ainsi la naissance de L.T.L.-STRATIFIS et de son sister, fruit de notre association avec le Groupe GENERAL AUTOMATION. Ainsi également, l'accord très complet signé avec la firme INTEL pour la définition, la conception et la fabrication de micro-processeurs et circuits associés.

— soit des industries déjà existantes mais dont les marchés, précisément grâce à l'évolution enregistrée dans le domaine des composants électroniques, vont, dans de nouvelles exceptions industrielles, connaître un développement fulgurant qui bouleversent la vie quotidienne des prochaines années. Il s'agit d'abord des télécommunications, de l'informatique et de la bureautique. Citons dans cette rubrique le très important effort de restructuration industrielle pratiqué dans les sociétés qui constituent auparavant le Groupe DEPAPE, justifiant pour les adopter à leur nouvelle génération industrielle. Elles sont devenues filiales de la Société de Financement MATRA Télécommunications, qui va peut-être être absorbée par MATRA si les assemblées générales qui ont à se prononcer en son faveur. Citons également la prise de contrôle des Sociétés M.B.C., spécialisées dans les micro-ordinateurs, et de MATRA DATA-VISION, spécialisée dans la conception assistée par ordinateur. Il s'agit également de l'électronique automobile puisqu'il nous apparaît que là encore l'introduction de technologies nouvelles est la source d'une fantastique révolution à laquelle JAEGER et SOLEX se préparent.

— soit des industries anciennes et, de ce fait, durement frappées par la conjoncture et par une concurrence internationale plus jeune, mais qu'il convient de réorienter par l'introduction de nouvelles conceptions de produits et de nouvelles méthodes de gestion, afin de les faire revenir à un stade de compétitivité qui leur permette d'abord de faire face à la concurrence sur leur propre marché national, et ensuite de faire honneur à la scène internationale et l'exportation. C'est le cas en partie en ce qui concerne l'électronique automobile, mais surtout de l'horlogerie. Dans ce domaine, nous avons joué la carte du regroupement sous un même management de plusieurs sociétés préexistantes pour atteindre l'effet de taille indispensable, et celle de l'association avec un professionnel international, le Groupe SEIKO.

— En dehors de cette classification j'ajoute enfin la brochure « Médias ». L'année 1980 nous a vus en effet successivement : prendre le contrôle du Groupe QUILLLET-DERNIERES NOUVELLES d'ALAC.

— prendre une participation significative dans le Groupe HACHETTE ou travers de la Société MARLIS.

— accroître enfin notre participation dans EUROPE N° 1, qui atteint maintenant 16 %, par une opération d'apport en fin d'année.

Cet ensemble d'interventions n'a pas pour finalité, comme de nombreuses critiques l'ont prétendu, d'élargir les organes concernés, mais bien plutôt de faire jouer, là encore, toutes les synergies, en apportant à ces affaires tout le support technologique qui nous le permet, la communication de pointe, la recherche et développement, la gestion et les méthodes et artistiques les véhicules les plus modernes et les méthodes de gestion qui leur permettent de multiplier leur rayonnement. Ainsi chez HACHETTE, groupe qui, appuyé jusqu'à sur des structures aussi lourdes que fragiles, se trouvait dans une situation d'effacement, après-midi nous notre contribution permettra à l'organisation et aux hommes de tirer le meilleur parti de leurs ressources propres, qui sont innombrables, dans le strict respect des exigences de la profession.

Telle est aujourd'hui la situation du Groupe MATRA, animé d'une véritable stratégie industrielle. Il comprend un secteur « dominant » en phase de pleine maturité économique et un ensemble d'autres secteurs en création ou en rénovation, investisseurs par nature, auxquels le premier apporte le soutien qu'ils réclament, selon une loi qui nous paraît particulièrement saine.

Ce soutien est d'ordre technologique, nous l'avons vu. Il est organisationnel puisque la structure du groupe est conçue de façon que chacune des branches puisse s'appuyer sur des directions fédérales communes, et que la direction générale soit la nécessaire assurance de la cohésion de ces objectifs. Il est également, de toute évidence, financier. Car c'est bien grâce aux marges d'autofinancement dégagées par les activités militaires — dont le tout net, qu'il a été possible de réaliser une large part des investissements civils, soit directement, soit indirectement par les capacités d'emprunt qu'elles ont autorisées. C'est grâce aussi à la sagesse des actionnaires que le système a pu fonctionner, sans-cela se contentant régulièrement de recevoir à titre de dividendes une part relativement modeste de l'autofinancement, et acceptant de prendre avec nous le pari du futur en laissant le maximum à la disposition de l'entreprise. Je voudrais que les représentants du personnel en soient bien convaincus.

La Bourse, de son côté, a bien compris l'engagement, persuadée que notre Société était en même temps une candidate pour le présent et une promesse pour l'avenir. Faisant de MATRA une valeur de croissance affirmée et ainsi, elle a, à sa façon et à son tour, participé à notre progression : si en effet nous avons pu réaliser sans dilution importante plusieurs opérations de croissance externe par d'apport, c'est bien parce que la confiance accordée au titre MATRA nous a permis de rémunérer en actions les anciens détenteurs des participations ainsi acquises.

Je veux dire, en arrivant à ce stade de ma réflexion, que MATRA, au tout au moins sa philosophie d'action, est exemplaire de l'économie d'entreprise en son sens original d'économie « d'entrepreneurs », un mot que je répète très souvent. Refusant de vivre sur l'acquis, nous voulons, dans

cet esprit, construire sans relâche. Refusant d'exploiter le présent au détriment de l'avenir, nous revendiquons la qualité de visionnaires concrets. Comme j'ai déjà pu l'indiquer en d'autres occasions, notre motif première est l'intelligence. Elle est fragile mais immense de possibilités. L'ambition permanente que nous nous assignons est, sur ce glissement, de faire progresser le grand groupe de technologies avancées que nous commençons d'être, et qui au bout de quelques années, dans les disciplines qui feront la vie des hommes de demain.

Ce potentiel que nous portons en nous n'a cessé d'être l'élément essentiel et catalyseur d'une dynamique que l'on retrouve dans chaque branche d'activité du Groupe : il s'agit d'être en mesure de répondre au défi de l'avenir.

La situation d'entrepreneur, doublée d'une volonté d'indépendance qui a toujours forcément été la nôtre et qui, seule, autorise le développement d'une stratégie à long terme, implique évidemment des responsabilités essentielles, comme il est naturel, de sanctions.

Les responsabilités sont multiples. Elles se situent schématiquement non seulement devant le personnel, qui est l'artisan de la marche en avant du corps social que représente l'entreprise, mais aussi devant les actionnaires, dont il faut à tout moment respecter la confiance, mais aussi et finalement devant le pays tout entier puisque nous sommes de vrais industriels concernés de notre rôle au regard de l'emploi, des rapports humains, de l'exportation, et, d'une façon générale, de la place de l'économie de notre pays dans le monde.

Tout cela conduit à accepter un certain nombre d'impératifs : c'est d'abord en règle de pensée permanente, de ne nous laisser — l'acceptation de la compétition mondiale, c'est installer l'innovation, l'initiative et l'action au pouvoir, c'est enfin décentraliser et déléguer les responsabilités pour faire s'épanouir les hommes. C'est en un mot se condamner inéluctablement au progrès en se plaçant d'emblée dans un système qui nourrit sa propre motivation.

En tant que société privée, notre ultime souci est, bien sûr, d'assurer la prospérité de l'entreprise elle-même, donc de ses actionnaires et de son personnel. Mais nous avons démontré — et je crois relativement brillamment — qu'il n'y a pas de contradiction entre cette volonté et celle qui consiste à servir l'intérêt supérieur de la communauté nationale.

Nous sommes tous ici convaincus en effet qu'un groupe comme MATRA ne peut être prospère que s'il va toujours de l'avant, en utilisant les besoins de l'économie du pays dans les domaines relevant de ses spécialités potentielles et s'efforçant toujours d'y faire face avec dynamisme et créativité.

Et l'avenir ? Oh va désormais MATRA alors que la France vient d'adopter sa volonté de changement par le suffrage universel ?

MATRA représente — en France et à l'étranger — un des symboles du dynamisme créatif de l'industrie moderne française et de son prestige international.

Aussi bien, la volonté que notre pays devienne la troisième puissance économique et scientifique a été confirmée la semaine dernière : nous avons donc un rôle à jouer.

Mais il est clair que des changements sectoriels interviendront et je ne puis traduire les conséquences qu'ils impliquent à notre Groupe. Nous ne sommes pas désemparés — à priori — par la crainte de changements divers, convulsifs que nous nous adaptons mieux que d'autres à un environnement nouveau. Le public le sait bien, et pourtant sa confiance vis-à-vis de MATRA s'est considérablement dégradée.

Cela est dû bien sûr à la position de MATRA dans les Sociétés « nationalisables ».

Soulignons d'abord que cela est une erreur caractérisée puisque la seule branche militaire figure dans la liste. Je ne m'exprime pas, ici ou ailleurs, sur le problème des nationalisations en général. Cela me conduirait sur le terrain politique, que j'ai toujours refusé, et m'empêcherait en mon état et conscience de rester complètement et exclusivement sur le cas de MATRA.

Le dynamisme et la fragilité de MATRA se traduisent par deux chiffres bloquant sur l'exportation et la jeunesse du Groupe. Il y a quinze ans environ, MATRA était une Société de mille personnes à vocation exclusivement militaire ; aujourd'hui, c'est un Groupe diversifié dont les activités civiles sont très largement majoritaires et dont l'ensemble des Sociétés contrôlées compte plus de cinquante mille employés.

Les activités de défense — je le rappelle — constituent le creuset technologique, méthodologique, humain, financier, et pendant au moins cinq ans encore, elles nourriront le Groupe.

Tout le monde comprend ce que signifie la coupe prématurée du cordon ombilical.

Par ailleurs, l'esprit MATRA est UN et indivisible : la liberté d'action et de décision, la responsabilité et le risque amènent un style, des relations, des règles internes innombrables non écrites et la volonté permanente de la compétition, où nous sommes presque toujours des challengers. Cet esprit — qui ne fait pas de concession à la rigueur — attire une race de gagnants combattifs qui ne recherchent pas les positions confortables.

Il est certainement très représentatif de MATRA et ne pourrait être modifié par un changement de structures sans que se produisent inévitablement la suite des meilleurs. A partir de là, en mesure de danger, l'homme ne peut, ni ne le doit d'ignorer, ni de rester insensible devant ce risque.

J'ai tendance à conserver une réelle confiance en l'avenir, même s'il est si terriblement difficile. Il est clair que je ne puis rester à mon poste qu'avec cet optimisme réfléchi sans lequel personne n'a jamais pu entreprendre et sans lequel, en tout cas, MATRA — créée après la guerre — n'existerait pas aujourd'hui.

50 من المال

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ROUSSELOT

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 16 juin 1981, sous la présidence de M. Guy Calin. En 1980, le groupe a enregistré, dans la filière, une croissance commerciale et une activité très soutenue de ses unités d'activité, l'effort de développement de la vente pour les produits d'entretien a été la préoccupation majeure de l'année. Les résultats ont été satisfaisants pour les investisseurs.

Le chiffre d'affaires a été de 1 700 millions de francs contre 1 400 millions de francs en 1979. L'exercice 1980 se solde pour la période par une perte de 20 millions de francs contre 22 millions de francs en 1979. La perte a été couverte par la vente de titres de la filiale et par la vente de titres de la filiale et par la vente de titres de la filiale.

Le chiffre d'affaires a été de 1 700 millions de francs contre 1 400 millions de francs en 1979. L'exercice 1980 se solde pour la période par une perte de 20 millions de francs contre 22 millions de francs en 1979. La perte a été couverte par la vente de titres de la filiale et par la vente de titres de la filiale et par la vente de titres de la filiale.

Le chiffre d'affaires a été de 1 700 millions de francs contre 1 400 millions de francs en 1979. L'exercice 1980 se solde pour la période par une perte de 20 millions de francs contre 22 millions de francs en 1979. La perte a été couverte par la vente de titres de la filiale et par la vente de titres de la filiale et par la vente de titres de la filiale.

Le chiffre d'affaires a été de 1 700 millions de francs contre 1 400 millions de francs en 1979. L'exercice 1980 se solde pour la période par une perte de 20 millions de francs contre 22 millions de francs en 1979. La perte a été couverte par la vente de titres de la filiale et par la vente de titres de la filiale et par la vente de titres de la filiale.

MATRA

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 25 juin 1981 sous la présidence de M. Jean-Louis Lasserre. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1980-1981, qui se soldent par un résultat net de 21 millions de francs.

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 25 juin 1981 sous la présidence de M. Jean-Louis Lasserre. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1980-1981, qui se soldent par un résultat net de 21 millions de francs.

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 25 juin 1981 sous la présidence de M. Jean-Louis Lasserre. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1980-1981, qui se soldent par un résultat net de 21 millions de francs.

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 25 juin 1981 sous la présidence de M. Jean-Louis Lasserre. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1980-1981, qui se soldent par un résultat net de 21 millions de francs.

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 25 juin 1981 sous la présidence de M. Jean-Louis Lasserre. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1980-1981, qui se soldent par un résultat net de 21 millions de francs.

SLIVARENTE

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 26 juin 1981, sous la présidence de M. HOCHE. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1980-1981, qui se soldent par un résultat net de 21 millions de francs.

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 26 juin 1981, sous la présidence de M. HOCHE. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1980-1981, qui se soldent par un résultat net de 21 millions de francs.

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 26 juin 1981, sous la présidence de M. HOCHE. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1980-1981, qui se soldent par un résultat net de 21 millions de francs.

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 26 juin 1981, sous la présidence de M. HOCHE. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1980-1981, qui se soldent par un résultat net de 21 millions de francs.

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 26 juin 1981, sous la présidence de M. HOCHE. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1980-1981, qui se soldent par un résultat net de 21 millions de francs.

SELLIER LEBLANC

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 25 juin 1981, sous la présidence de M. Michel Leblanc, a approuvé les comptes de l'exercice 1980-1981, qui se soldent par un résultat net de 21 millions de francs.

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 25 juin 1981, sous la présidence de M. Michel Leblanc, a approuvé les comptes de l'exercice 1980-1981, qui se soldent par un résultat net de 21 millions de francs.

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 25 juin 1981, sous la présidence de M. Michel Leblanc, a approuvé les comptes de l'exercice 1980-1981, qui se soldent par un résultat net de 21 millions de francs.

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 25 juin 1981, sous la présidence de M. Michel Leblanc, a approuvé les comptes de l'exercice 1980-1981, qui se soldent par un résultat net de 21 millions de francs.

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 25 juin 1981, sous la présidence de M. Michel Leblanc, a approuvé les comptes de l'exercice 1980-1981, qui se soldent par un résultat net de 21 millions de francs.

Le Monde DE L'EDUCATION

LE PALMARES DES UNIVERSITES ET GRANDES ECOLES 1981

Livres d'entraide pour l'été

Saint-Cyr cherche sa voie

ÉTABLISSEMENTS NICOLAS

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 25 juin 1981, sous la présidence de M. Frédéric Gaudon de Brailles.

VACANCES

5 TIRAGES CONSECUTIFS

2 FORMULES DISPONIBLES

AB 814

SAPHIR & OR

VENEZ VOUS CES MERVEILLEUSES PETITES BAGUES QUI ONT DE BELLES COULEURS: DE 2000 A 20000 F.

JACQUES TOUR

VOITRE AMI JOAILLIER

